

Macron aurait supervisé le vol des industries françaises stratégiques par des entreprises américaines

écrit par Marcher sur des oeufs | 25 mai 2017

Macron : un cheval de Troie américain au Palais de l'Élysée

Par Wayne Madsen – Le 17 mai 2017 – Source [Strategic Culture](#)

Le nouveau président français, Emmanuel Macron, qui a été poussé dans la course présidentielle française en tant que contrepoids pro-Union européenne pour empêcher l'élection de la leader du Front national Marine Le Pen, semble avoir plus qu'une relation décontractée avec les États-Unis. Alors qu'il travaillait au sein du ministère de l'Économie, successivement comme inspecteur spécial et comme ministre, **Macron a supervisé le vol virtuel des industries françaises stratégiques, par des entreprises américaines ayant des liens solides avec la communauté américaine du renseignement.**

Le piratage des ordinateurs du mouvement de campagne *En Marche !* de Macron par  des hackers inconnus a fourni un matériel intéressant. Les défenseurs de Macron affirment que les fichiers informatiques publiés sont soit *faux*, soit des informations externes. Cependant, un ensemble de fichiers portant sur le vol *virtuel* du géant de la technologie de l'information en France, par des personnes connectées à la CIA, est exactement le type de fichiers que l'on s'attend à trouver lors de la campagne de Macron. Le premier travail de Macron dans le gouvernement français était de protéger les intérêts des entreprises françaises de la concurrence et surtout des acquisitions étrangères.

Le travail des services de renseignement américains pour acquérir **le leader de la technologie des cartes à puce français Gemplus International** a débuté en 2001 et l'opération était en grande partie terminée en 2004, l'année où Macron est devenu inspecteur des finances au ministère de l'Économie française. L'industrie française a longtemps été une cible pour la surveillance et / ou l'acquisition par des entreprises américaines. La CIA a joué un rôle important dans ces opérations de

guerre économique. Par exemple, la société française d'électronique Thomson-CSF était une cible majeure pour l'Agence de sécurité nationale des États-Unis (NSA) et la surveillance de la CIA.

Les documents concernant la reprise réussie de *Gemplus*, ainsi que sa principale usine de Gemenos, Bouches-du-Rhône, en France, par une firme américaine appelée Texas Pacific Group (TPG), sont inclus dans la tranche de fichiers extraits des ordinateurs de *En Marche !* TPG a d'abord acquis des actions *Gemplus* en février 2000. En 2006, *Gemplus* a fusionné avec *Axalto* pour former *Gemalto*, et le contrôle effectif des États-Unis sur l'entreprise est alors devenu total.

En septembre 2002, Alex Mandl, un Américain originaire de Vienne, en Autriche, et ancien président d'*AT & T*, président et directeur de *Teligent*, membre du conseil d'administration de la société de capital-risque *IN-Q-TEL* de la CIA et membre du conseil d'administration du néoconservateur *American Enterprise Institute*, a été nommé PDG de *Gemplus International*. Il continue en tant que président exécutif de *Gemalto*.

À la suite de la divulgation de l'ancien contractant de la NSA Edward Snowden, on sait maintenant que le Siège des communications du gouvernement britannique (GCHQ), travaillant avec la NSA, a pénétré avec succès les cartes SIM utilisées par *Gemalto*. Le GCHQ / NSA a réussi à intercepter les communications mobiles en utilisant des cartes *SIM Gemalto* activées par cryptage en Afghanistan, au Yémen, en Inde, en Serbie, en Iran, en Islande, en Somalie, au Pakistan et au Tadjikistan. L'attaque GCHQ-NSA a également visé les centres de personnalisation de cartes SIM *Gemalto* au Japon, en Colombie et en Italie. Le hack NSA / GCHQ des chips SIM de *Gemalto* par leur équipe conjointe d'exploitation de combinés mobiles (MHET) représente peut-être la plus grande opération d'interception de la NSA dans l'histoire, qui a vu des milliards d'appels mobiles et de messages texto interceptés et décodés par la NSA et son partenaire britannique. Plus grave est l'inclusion des données d'identification de la carte SIM de *Gemalto* dans la base de données de la CIA contenant les numéros des téléphones cellulaires ciblés par les frappes de drones américaines.

Les documents internes de *En Marche !* identifient quatre agences gouvernementales françaises qui ont mené des enquêtes sur la prise de contrôle de *Gemplus*. Ce sont les Renseignements généraux (RG), la Direction de surveillance du territoire (DST), le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Économie de Macron.

La presse française aux ordres, qui a encensé Macron, un ancien banquier de Rothschild, décrit les documents *Gemplus* comme n'ayant rien à voir avec Macron. Les médias français font valoir que Macron était un simple élève de l'École nationale d'administration (ENA), l'élite de l'administration publique française, jusqu'à ce qu'il soit diplômé en 2004. Cependant, comme le montrent clairement les documents divulgués, la prise de contrôle de *Gemplus* était toujours menée par le gouvernement français, lorsque Macron est devenu inspecteur au sein du ministère de l'Économie en 2004. Comme le rôle de Macron était de s'assurer que les entreprises françaises étaient à l'abri des tentatives étrangères visant à bloquer la croissance économique française, sa performance, comme en témoigne la perte des emplois français au profit d'intérêts étrangers, a été consternante.

Il est très probable que les dossiers de *En Marche !* sur la prise de contrôle de *Gemplus* avaient pour but d'avoir des informations de sauvegarde à disposition, au cas où le rôle de Macron dans la dissimulation des détails de la reprise américaine de *Gemplus* devait devenir public. Tout parti politique doit être prêt à faire face aux révélations exposées par les inquisition de l'opposition concernant ses candidats. Il est également à noter que quelques-uns des éléments publiés par *En Marche !* déclaraient que la politique de Macron était de *surveiller*, mais pas d'empêcher, l'appropriation d'industries et d'entreprises françaises stratégiques par des firmes étrangères.

En 2008, Macron a quitté le gouvernement pour rejoindre la Banque Rothschild & Cie. Il est également devenu chef de file dans la [Fondation franco-américaine](#) (FAF), largement néoconservatrice, qui compte parmi ses collègues Hillary Clinton, le général Wesley Clark et l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick.

La question pratique concernant Macron est la suivante : **qu'est-ce qu'il savait de la prise de contrôle de *Gemplus* et quand l'a-t-il su ? Les fichiers *Gemplus* de *En Marche !*, contenus dans un dossier intitulé *Macron*, et traitant de la prise de contrôle par les Américains, ressemblent à un roman d'espionnage à la *John LeCarré*.**

Un fichier, marqué *Confidentiel*, et envoyé à Stefan Quandt, de la famille milliardaire Quandt, propriétaire des firmes renommées BMW et Daimler en Allemagne, se préoccupe de la dépréciation de la valeur des actions de *Gemplus* en 2001, dans le

contexte de « *relations et d'affrontements extrêmement tendus entre les personnes principales aux échelons supérieurs et la rupture de la communication avec le personnel. En conséquence, la majeure partie d'entre eux est complètement démotivée aujourd'hui* ».

En tant qu'inspecteur au sein du ministère de l'Économie, il est étonnant que Macron n'ait pas été au courant de la violation de la loi française qui a eu lieu avec la reprise américaine de *Gemplus*. Ceci est également décrit dans un autre fichier *Gemplus* de sa campagne, se focalisant sur la situation concernant *Gemplus* après la prise de contrôle par les US : « *Les déclarations irresponsables, souvent suivies par des revirements sur les fermetures de sites et le licenciement du personnel, avant même de consulter leurs représentants (comme le requièrent la loi et le bon sens).* »

Les Quandt sont très timides et ont une bonne raison pour cela. Günther Quandt a fabriqué des fusils Mauser et des roquettes antiaériennes pour le Troisième Reich. Il a divorcé de sa première épouse, Magde Quandt, après avoir eu un enfant, Harald Quandt. Magde a ensuite épousé le ministre de la Propagande nazie Joseph Goebbels. Stefan Quandt, qui a participé à la reprise de *Gemplus*, est le fils d'Herbert Quandt, qui est le demi-frère de Harald Quandt.

Les informations négatives sur *Gemplus* ont abouti à un rapport de Goldman Sachs du 24 janvier 2002, qui a exhorté l'entreprise à continuer sa restructuration, dirigée par les Américains, pour maintenir la santé du marché. Bien qu'il ait été étudiant à l'ENA à l'époque, il y a peu d'informations sur les projets auxquels Macron a été affecté de 2001 à 2003 par ses professeurs de service civil.

D'autres fichiers liés à *Gemplus* dans le dossier *En Marche !* concernent l'une des vedettes de *Gemplus*, Ziad Takieddine, un courtier en armes druze franco-libanais et diplômé de l'Université américaine de Beyrouth, liée à la CIA. Takieddine a aidé à concevoir la reprise américaine de *Gemplus*, avec l'aide de Stefan Quandt. Takieddine a aidé à conclure des accords majeurs de vente d'armes françaises avec la Libye, la Syrie, l'Arabie saoudite et le Pakistan. Accusé de blanchiment d'argent dans les îles Vierges britanniques par son ex-femme, Takieddine est également l'oncle d'[Amal Alamuddin](#), la femme de l'acteur George Clooney. Takieddine est aussi un amer ennemi politique de l'ancien président Nicolas Sarkozy, qui a perdu la primaire de la course à la présidentielle en 2017 contre son rival conservateur François Fillon. Macron a marginalisé Fillon au premier tour de l'élection

présidentielle, arrivant en deuxième position devant lui.

Takieddine, Quandt et une société suspecte de la CIA, Texas Pacific Group (TPG), faisaient clairement partie d'un complot pour se débarrasser du cofondateur français de Gemini, Marc Lassus, et des cadres français de l'entreprise. **La décision de licencier Lassus et ses collègues français a été prise lors d'une réunion du conseil d'administration de Gemplus qui s'est tenue à Washington, et non en France, le 15 décembre 2001.** Un autre acteur important dans la reprise américaine de Gemplus était Lee Kheng Nam, un dirigeant d'affaires de Singapour et titulaire d'un diplôme en recherche opérationnelle et analyse systémique de l'École de troisième cycle de la marine américaine à Monterey, en Californie. Le cofondateur de TPG, David Bonderman, de Fort Worth, au Texas, a également été fortement impliqué dans la prise de contrôle hostile de Gemplus. **L'acquisition de Gemplus par TPG a été menée à travers une société fantôme, coquille vide pratiquement inconnue, enregistrée à Gibraltar qui s'appelait Zensus.** Bonderman, qui est juif, a provoqué un soulèvement politique en 2012 en Égypte, lorsqu'il a rencontré Khairat El-Shater, le chef-adjoint des Frères musulmans et membre du gouvernement de Mohamed Morsi. Bonderman a déclaré qu'il cherchait des « *opportunités d'investissement* » en Égypte.

Dans un document Word non daté, trouvé dans les ordinateurs de *En Marche !*, Lassus cite : «*Je suis convaincu que la société d'investissement TPG avait une forme d'accord avec son gouvernement [US, NdT] pour déménager le siège social en Californie. Ils ont essayé à nouveau en janvier 2002*». Les syndicats ouvriers de Gemplus ont prédit que la production de l'entreprise passerait de la France à la Pologne. Le plus grand syndicat français, la CGT, a déclaré que **le but de la reprise de Gemplus était de dépouiller la France de son leadership technologique sur les cartes à puce. Gemplus employait 7 000 travailleurs français, avant sa prise de contrôle par les Américains.** Le document Word non daté fait également référence aux agences gouvernementales françaises ayant « *lancé des enquêtes* » et recherché des « *informateurs internes* ». **Macron a-t-il joué un rôle, soit dans les enquêtes menées par le ministère de l'Économie, soit dans la dénonciation des « informateurs internes » de Gemplus à ses amis américains ?**

Lorsque la firme américaine General Electric a repris la société française Alstom, productrice de turbines et spécialisée dans les technologies nucléaire, le ministre de l'Économie de l'époque, Macron, a déclaré qu'il avait approuvé ces prises de contrôle, parce que « *l'intervention de l'État dans l'industrie ne se produit qu'au*

Venezuela ». Cette remarque est parvenue comme une musique très douce, aux oreilles des milliardaires de l'administration Donald Trump.

Wayne Madsen

Traduit et édité par jj, relu par nadine pour le Saker Francophone.

<http://lesakerfrancophone.fr/macron-un-cheval-de-troie-americain-au-palais-de-lelysee>
[e](#)